

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 10. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31201]

22 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique en faveur de certains secteurs touchés indirectement par des décisions de fermeture dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 10 et 19;

Vu le rapport du 7 avril 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 avril 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 avril 2021;

Vu l'avis 69.234/2 du Conseil d'État, donné le 15 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois par l'arrêté ministériel du 26 mars 2021;

Considérant le Comité de concertation du 24 mars 2021;

Considérant que bien que ne figurant plus dans la liste des secteurs touchés par une obligation de fermeture, certains secteurs continuent d'être très largement impactés par la crise liée au COVID-19 du fait de la faible demande et des mesures de distanciation sociale rendant difficile le maintien de certaines activités liées aux secteurs fermés;

Considérant qu'une diminution très importante du chiffre d'affaires pour ces secteurs met ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que leurs perspectives de reprise, partielle ou totale, sont par ailleurs toujours liées à l'évolution de la pandémie et aux décisions prises par le Comité de concertation;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction en ce qui concerne les voyages;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne la limitation du nombre maximal de personnes autorisées à participer à certains rassemblements;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne les événements de masse;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent arrêté vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour ces entreprises qui subissent indirectement de graves dommages économiques;

Considérant qu'il est nécessaire de fournir un soutien aux entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir dans ces domaines;

Qu'il est fondamental de soutenir financièrement ces secteurs dans les meilleurs délais;

Considérant que le présent arrêté ne sera applicable qu'après l'approbation par la Commission européenne conformément à la communication de la Commission du 19 mars 2020 précitée;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, paie des cotisations sociales;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be>;

7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019;

8° l'encadrement temporaire : la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, modifiée en dernier lieu le 28 janvier 2021.

Art. 2. La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un évènement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

Art. 3. Selon les modalités déterminées par le Ministre, une indemnité spécifique est octroyée conformément aux conditions visées au point 22 de l'encadrement temporaire, à l'entreprise :

1° qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre Ier, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 1^{er} janvier 2021;

2° qui démontre une perte de chiffre d'affaires de minimum 50% sur le premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre de 2019;

3° dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux divisions et sous-classes suivants :

- a) 49.320 du Code NACE-BEL;
- b) 74.109 du Code NACE-BEL;
- c) 74.201 du Code NACE-BEL;
- d) 74.209 du Code NACE-BEL;
- e) 77.293 du Code NACE-BEL;
- f) 77.294 du Code NACE-BEL;
- g) 77.296 du Code NACE-BEL;
- h) 77.392 du Code NACE-BEL;
- i) 79.110 du Code NACE-BEL;
- j) 79.120 du Code NACE-BEL;
- k) 79.901 du Code NACE-BEL;
- l) 79.909 du Code NACE-BEL;

4° qui n'a pas reçu, en ce compris l'indemnité spécifique visée par le présent arrêté, plus de 1.800.000 euros d'aide dans le cadre du point 22 de l'encadrement temporaire.

L'indemnité spécifique visée à l'alinéa 1^{er} est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1^{er}, du Code de droit économique.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, pour autant que ceux-ci soient toujours interdits ou limités en vertu d'une mesure fédérale ou régionale afin de respecter la distanciation sociale, car impliquant des contacts trop rapprochés entre les individus ou rassemblant un grand nombre de personnes.

Est exclue de l'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise qui a bénéficié d'une intervention spécifique octroyée conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du ... relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique à destination des indépendants et entreprises actifs en BtoB et touchés indirectement par les décisions de fermeture.

Art. 4. Le montant de l'indemnité spécifique, selon les modalités déterminées par le Ministre, correspond à 30 % du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise lors du premier trimestre 2019 et est limitée comme suit :

1° à minimum 4.500 euros si la perte de chiffre d'affaires, visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, est de 50 % à 75% et à maximum :

- a) 7.500 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
- b) 15.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
- c) 30.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
- d) 60.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

2° à minimum 5.625 euros si la perte de chiffre d'affaires, visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, est supérieure à 75% et à maximum :

- a) 9.375 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
- b) 18.750 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
- c) 37.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
- d) 75.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, et à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une entreprise a été créée entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2020, celle-ci reçoit une indemnité spécifique forfaitaire de 4.500 euros.

Art. 5. Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'indemnité spécifique via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit, fournir au moins les informations suivantes :

- 1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises;

2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention financière;

3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;

4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare notamment, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que prévus par l'encadrement temporaire et visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4° et relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 3°.

Le montant de l'intervention financière est calculé par l'Administration, conformément à l'article 4, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'entreprise dans le cas où celle-ci bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 6. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des indemnités spécifiques relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

Art. 7. L'agent de niveau A visé à l'article 6 analyse la demande d'intervention spécifique et lorsque la demande n'est pas recevable, il suspend la demande et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'indemnité spécifique est annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention financière est accordée.

Art. 8. L'Administration publie les informations pertinentes, énumérées à l'annexe III et conformément à l'article 9 du règlement (UE) n° 651/2014, sur chaque indemnité spécifique supérieure à 100.000 euros octroyée en vertu du présent arrêté via l'outil IT de la Commission européenne, et ce, dans les douze mois suivant la date de l'octroi.

L'Administration conserve toutes les informations indispensables pour établir que les conditions nécessaires ont été respectées, pendant une période de dix ans à compter de l'octroi de l'indemnité spécifique. L'Administration transmet ces informations à la Commission européenne si elle en fait la demande.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/31201]

22. APRIL 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer spezifischen Entschädigung zugunsten von bestimmten Sektoren, die von Schließungsbeschlüssen im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise indirekt betroffen sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 7. April 2021;

Aufgrund der am 2. April 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. April 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 15. April 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 69.234/2;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 26. März 2021;

In Erwägung des Konzertierungsausschusses vom 24. März 2021;

In der Erwägung, dass bestimmte Sektoren, obwohl sie nicht mehr in der Liste der von einer Schließungsverpflichtung betroffenen Sektoren aufgeführt sind, wegen der schwachen Nachfrage und der Maßnahmen zur sozialen Distanzierung, die die Aufrechterhaltung von bestimmten mit den geschlossenen Sektoren verbundenen Tätigkeiten erschweren, noch weitgehend unter den Auswirkungen der COVID-19-Krise leiden;

In der Erwägung, dass ein sehr starker Rückgang des Umsatzes für diese Sektoren die Einkommen der Unternehmer und ihrer Beschäftigten gefährdet;

In der Erwägung, dass ihre Aussicht auf eine teilweise oder vollständige Wiederaufnahme im Übrigen weiterhin an die Entwicklung der Pandemie und die vom Konzertierungsausschuss gefassten Beschlüsse gebunden ist;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der Reisebeschränkungen leiden;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der Beschränkungen leiden, die der Konzertierungsausschuss in Bezug auf die Begrenzung der Höchstanzahl von Personen, die an bestimmten Versammlungen teilnehmen dürfen, beschlossen hat;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der vom Konzertierungsausschuss beschlossenen Beschränkungen in Bezug auf Massenveranstaltungen leiden;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den vorliegenden Erlass zu verabschieden, dies wegen der nach wie vor bestehenden außergewöhnlichen Krisensituation, d.h. wegen der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise für diese Unternehmen, die indirekt schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die betroffenen Unternehmen zu unterstützen, um den wirtschaftlichen Schaden zu begrenzen;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die aufgetretenen Schwierigkeiten zu erleichtern und zu versuchen, eine Konkurswelle der Unternehmen, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben, zu verhindern;

In der Erwägung, dass es somit unerlässlich ist, in diesen Bereichen Maßnahmen zu treffen;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, diese Sektoren innerhalb kürzester Zeit finanziell zu unterstützen;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass gemäß der vorgenannten Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 erst nach Genehmigung durch die Europäische Kommission Anwendung finden wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlt;

4° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt wird;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebsstätten des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019;

8° befristeter Rahmen: die Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, zuletzt am 28. Januar 2021 abgeändert.

Art. 2 - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

Art. 3 - Nach den vom Minister bestimmten Modalitäten wird eine spezifische Entschädigung gemäß den in Punkt 22 des befristeten Rahmens aufgeführten Bedingungen dem Unternehmen gewährt:

1° das vor dem 1. Januar 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß;

2° das einen Umsatzverlust von mindestens 50 % für das erste Quartal 2021 im Vergleich zum ersten Quartal 2019 nachweist;

3° dessen Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Klassen und Unterklassen gehören:

a) 49.320 des NACE-BEL-Codes;

b) 74.109 des NACE-BEL-Codes;

c) 74.201 des NACE-BEL-Codes;

d) 74.209 des NACE-BEL-Codes;

e) 77.293 des NACE-BEL-Codes;

f) 77.294 des NACE-BEL-Codes;

g) 77.296 des NACE-BEL-Codes;

h) 77.392 des NACE-BEL-Codes;

i) 79.110 des NACE-BEL-Codes;

j) 79.120 des NACE-BEL-Codes;

k) 79.901 des NACE-BEL-Codes;

l) 79.909 des NACE-BEL-Codes;

4° das im Rahmen des Punktes 22 des befristeten Rahmens nicht mehr als 1.800.000 Euro Beihilfegelder erhalten hat, einschließlich der spezifischen Entschädigung im Sinne des vorliegenden Erlasses.

Die spezifische Entschädigung nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 Ziffer 3 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere immer noch Gegenstand eines Verbots oder einer Beschränkung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Einhaltung der sozialen Distanzierung sind, weil sie zu enge Kontakte zwischen Einzelpersonen oder die Zusammenführung einer großen Zahl von Menschen mit sich bringen.

Von der in Absatz 1 genannten finanziellen Beihilfe ist das Unternehmen ausgeschlossen, das eine spezifische Beihilfe gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2021 über die Gewährung einer spezifischen Entschädigung für Selbstständige und Unternehmen, die im BtoB-Bereich tätig und indirekt von den Schließungsbeschlüssen betroffen sind, erhalten hat.

Art. 4 - Nach den vom Minister bestimmten Modalitäten entspricht die Höhe der spezifischen Entschädigung 30 % des vom Unternehmen während des ersten Quartals 2019 erwirtschafteten Umsatzes und wird beschränkt:

1° auf mindestens 4.500 Euro, wenn der in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Umsatzverlust 50 % bis 75 % beträgt, und auf höchstens:

a) 7.500 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;

b) 15.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;

c) 30.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;

d) 60.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

2° auf mindestens 5.625 Euro, wenn der in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Umsatzverlust mehr als 75 % beträgt, und auf höchstens:

a) 9.375 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;

b) 18.750 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;

c) 37.500 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;

d) 75.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Wenn das Unternehmen zwischen dem 1. Januar 2019 und dem 31. Dezember 2020 gegründet worden ist, erhält es in Abweichung von Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2, und von Absatz 1, eine spezifische Pauschalentschädigung in Höhe von 4.500 Euro.

Art. 5 - Nach den vom Minister bestimmten Modalitäten reicht das Unternehmen seinen Antrag auf spezifische Entschädigung mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben übermitteln:

1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

2° die NACE-BEL-Codenummer der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die finanzielle Beihilfe beantragt;

3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;

4° die Kontonummer des Unternehmens.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen insbesondere, dass es die im befristeten Rahmen vorgesehenen und in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Höchstbeträge nicht überschreitet und dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 3 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist.

Die Höhe der finanziellen Beihilfe wird gemäß Artikel 4 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder vom Unternehmen, wenn dieses einer besonderen Mehrwertsteuerregelung unterliegt, mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 6 - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von spezifischen Entschädigungen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 7 - Der in Artikel 6 genannte Bedienstete der Stufe A prüft den Antrag auf spezifische Beihilfe; wenn dieser nicht zulässig ist, setzt der Bedienstete den Antrag aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und ihn zu einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit vorlegen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und zu einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit vorgelegt wird, wird der Antrag auf spezifische Entschädigung annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die finanzielle Beihilfe gewährt wird.

Art. 8 - Die Verwaltung veröffentlicht die relevanten, in Anhang III aufgelisteten Informationen nach Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 in Bezug auf jede spezifische Entschädigung über 100.000 Euro, die kraft des vorliegenden Erlasses gewährt wurde; dies erfolgt binnen zwölf Monaten nach dem Datum der Gewährung anhand des betreffenden IT-Werkzeugs der Europäischen Kommission.

Die Verwaltung bewahrt alle Informationen, die erforderlich sind, um festzustellen, dass die erforderlichen Bedingungen erfüllt worden sind, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab der Gewährung der spezifischen Entschädigung auf. Die Verwaltung übermittelt diese Informationen der Europäischen Kommission, wenn Letztere sie verlangt.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/31201]

22 APRIL 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een specifieke vergoeding ten gunste van bepaalde sectoren die onrechtstreeks worden getroffen door sluitingsbeslissingen in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen, artikelen 10 en 19;

Gelet op het rapport van 7 april 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 april 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 april 2021;

Gelet op het advies nr. 69.234/2 van de Raad van State, gegeven op 15 april 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 maart 2021;

Gelet op het Overlegcomité van 24 maart 2021;

Overwegende dat bepaalde sectoren, hoewel ze niet meer voorkomen op de lijst van sectoren waarvoor een sluitingsverplichting geldt, nog steeds zeer zwaar getroffen worden door de crisis in verband met COVID-19 als gevolg van de geringe vraag en de social distancing-maatregelen die de handhaving van bepaalde activiteiten in verband met de gesloten sectoren bemoeilijken;

Overwegende dat een zeer aanzienlijke daling van de omzet voor deze sectoren bijgevolg het inkomen van de ondernemers en hun werknemers in gevaar brengt;

Overwegende dat de vooruitzichten op een gedeeltelijke of volledige hervatting overigens nog steeds afhangen van de ontwikkeling van de pandemie en de door het Overlegcomité genomen beslissingen;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de reisbeperkingen;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de beperking van het Overlegcomité in verband met de beperking van het maximumaantal personen dat aan bepaalde bijeenkomsten mag deelnemen;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de beperking van het Overlegcomité in verband met de massa-evenementen;

Overwegende dat dit besluit dringend aangenomen moet worden, gelet op de uitzonderlijke crisissituatie die blijft bestaan, namelijk de gevolgen van de gezondheids crisis COVID-19 voor die ondernemingen die onrechtstreeks ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat het noodzakelijk is steun te verlenen aan de betrokken ondernemingen om de economische schade te beperken;

Overwegende dat deze steun met name tot doel heeft de ondervonden moeilijkheden te verminderen en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat er dan ook reden is om maatregelen op deze gebieden te treffen;

Overwegende dat het fundamenteel is dat die sectoren onverwijld financieel gesteund worden;

Overwegende dat dit besluit pas van toepassing zal zijn na goedkeuring door de Europese Commissie overeenkomstig de bovengenoemde mededeling van de Commissie op 19 maart 2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen betaalt;

4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be>;

7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019;

8° tijdelijke kaderregeling: de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19 epidemie, laatst gewijzigd op 28 januari 2021.

Art. 2. De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

Art. 3. Volgens de door de Minister bepaalde nadere regels wordt een specifieke vergoeding toegekend aan de onderneming, overeenkomstig de in punt 22 van de tijdelijke kaderregeling bedoelde voorwaarden:

1° die vóór 1 januari 2021 in het Waalse Gewest eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;

2° die een omzetverlies aantoonde van ten minste 50% in het eerste kwartaal van 2021 ten opzichte van het eerste kwartaal van 2019;

3° waarvan de activiteit ressorteert onder de NACE BEL codes vermeld onder één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in hiernavolgende afdelingen en subklassen:

- a) 49.320 van de NACE-BEL-code;
- b) 74.109 van de NACE-BEL-code;
- c) 74.201 van de NACE-BEL-code;
- d) 74.209 van de NACE-BEL-code;
- e) 77.293 van de NACE-BEL-code;
- f) 77.294 van de NACE-BEL-code;
- g) 77.296 van de NACE-BEL-code;
- h) 77.392 van de NACE-BEL-code;
- i) 79.110 van de NACE-BEL-code;
- j) 79.120 van de NACE-BEL-code;
- k) 79.901 van de NACE-BEL-code;
- l) 79.909 van de NACE-BEL-code;

4° die, met inbegrip van de in dit besluit bedoelde specifieke vergoeding, niet meer dan 1.800.000 EUR aan steun uit hoofde van punt 22 van de tijdelijke kaderregeling heeft ontvangen.

De in het eerste lid bedoelde specifieke vergoeding kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1, 3°, toevoegen in zoverre zij een verbod of beperking kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel ter naleving van de social distancing daar zij nauwe individuele contacten inhouden of een te groot aantal personen samenbrengen.

Uitgesloten van de financiële tegemoetkoming als bedoeld in lid 1 wordt de onderneming die een specifieke tegemoetkoming kreeg die toegekend is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021 betreffende de toekenning van een specifieke vergoeding aan zelfstandigen en ondernemingen die actief zijn in de BtoB-sector en onrechtstreeks getroffen worden door beslissingen tot sluiting.

Art. 4. Het bedrag van de specifieke vergoeding, volgens de nadere regels bepaald door de Minister, stemt overeen met 30% van de omzet van de onderneming bereikt in het eerste kwartaal van 2019, en wordt als volgt beperkt:

1° tot minimaal 4.500 euro indien het omzetverlies, als bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, tussen 50% en 75% bedraagt, en tot maximaal:

- a) 7.500 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- b) 15.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
- c) 30.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- d) 60.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

2° tot minimaal 5.625 euro indien het omzetverlies, als bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, hoger dan 75% is, en tot maximaal:

- a) 9.375 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- b) 18.750 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
- c) 37.500 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;

d) 75.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

In afwijking van artikel 3, lid 1, 2°, en van lid 1, krijgt een onderneming, wanneer deze opgericht is tussen 1 januari 2019 en 31 december 2020, een forfaitaire financiële vergoeding van 4.400 euro.

Art. 5. Volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar aanvraag om specifieke vergoeding in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken:

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de financiële tegemoetkoming aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart met name via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald bij de tijdelijke kaderregeling en als bedoeld in artikel 3, lid 1, 4°, niet overschrijdt en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE BEL codes bedoeld in artikel 3, lid 1, 3°.

Het bedrag van de financiële tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 4 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen of door de onderneming in het geval dat deze onder een bijzonder stelsel van de belasting op de toegevoegde waarde valt.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 6. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de specifieke vergoedingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

Art. 7. Het in artikel 6 bedoelde personeelslid van niveau A analyseert de aanvraag om specifieke tegemoetkoming en, indien de aanvraag niet ontvankelijk is, schorst hij de aanvraag om specifieke tegemoetkoming en brengt hij de onderneming op de hoogte, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar ontvankelijkheid.

Als het dossier niet aangevuld wordt en onderworpen wordt aan een nieuw onderzoek naar ontvankelijkheid binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing, wordt de aanvraag om specifieke vergoeding vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming elektronisch in kennis gesteld dat de financiële tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 8. De Administratie publiceert de relevante informatie, vermeld in bijlage III en in overeenstemming met artikel 9 van Verordening (EU) nr. 651/2014, over elke specifieke vergoeding van meer dan 100 000 euro die op grond van dit besluit wordt toegekend, binnen twaalf maanden na de datum van toekenning via het IT-instrument van de Europese Commissie.

De Administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de specifieke vergoeding. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie als deze daarom verzoekt.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 10. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31200]

22 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique à destination des indépendants et entreprises actifs en BtoB et touchés indirectement par les décisions de fermeture

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 31 mars 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} avril 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 2 avril 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;